

## Note de présentation

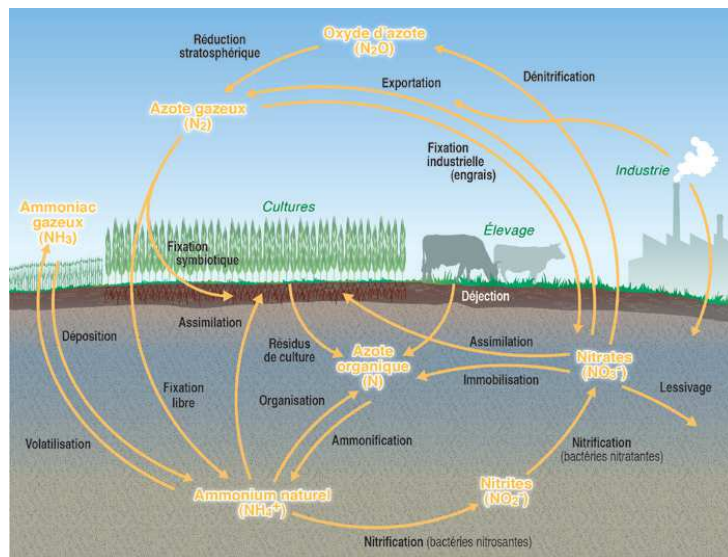
### Projet d'arrêté établissant le Programme d'Actions Régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour les Hauts-de-France

#### 1-Les nitrates

Les nitrates sont des composés présents naturellement dans l'air, le sol et l'eau et formés au cours du cycle de l'azote. Ils proviennent de la fixation de l'azote atmosphérique par les bactéries des sols et des plantes et de la décomposition des matières organiques. Indispensables à la croissance des végétaux, ils sont naturellement présents à faible concentration dans les eaux superficielles et souterraines.

Toutefois, certaines activités humaines contribuent à en augmenter les concentrations :

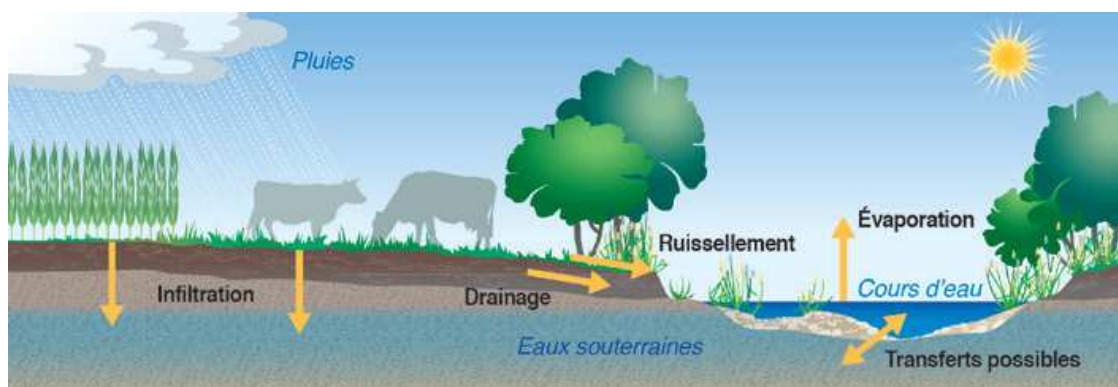
- l'agriculture, et notamment la différence entre les apports d'engrais (organiques tels que les fumiers et les lisiers, ou chimiques) et ce qui est réellement consommé par les cultures ;
- les industries et les activités urbaines, via les eaux usées industrielles et urbaines, dans une proportion globalement plus faible. La Directive Eaux Résiduaires Urbaines, parue en 1991, vise à réduire les pollutions d'origine urbaine. Elle concerne la collecte, le traitement et le rejet des eaux résiduaires urbaines ainsi que le traitement et le rejet des eaux usées provenant de certains secteurs industriels.



Cycle de l'azote (Source : d'après Université de Jussieu)

La partie des nitrates non consommée par les cultures reste présente dans le sol. Les eaux de pluie, en ruisselant ou en s'infiltrant, peuvent entraîner ces nitrates vers les cours d'eau et les nappes phréatiques. Ce risque est particulièrement élevé quand la végétation est au repos ou absente, en automne et en hiver.

Les temps d'infiltration sont très variables (de quelques jours à plusieurs années) selon l'épaisseur et la nature des terrains à traverser jusqu'à la nappe.



Les nitrates en trop forte concentration sont considérés comme source de pollution des eaux et présentent un double risque : en grande quantité, ils peuvent avoir des effets sur la santé humaine et ils contribuent à modifier l'équilibre biologique des milieux aquatiques.

Dans l'organisme humain, les nitrates se transforment en nitrites. Ces derniers peuvent présenter un risque pour la santé, par la modification des propriétés de l'hémoglobine du sang en empêchant un transport correct de l'oxygène par les globules rouges. Chez les très jeunes enfants de moins de 6 mois, cette maladie appelée méthémoglobinémie, provoque des cyanoses parfois sévères. Les femmes enceintes et les nourrissons sont les populations les plus sensibles.

Dans les milieux aquatiques, les nitrates contribuent avec les phosphates à modifier l'équilibre écologique en provoquant des phénomènes d'eutrophisation. L'excès de nutriments entraîne le développement des algues qui asphyxient les milieux par l'importance des quantités d'oxygène qu'elles consomment.

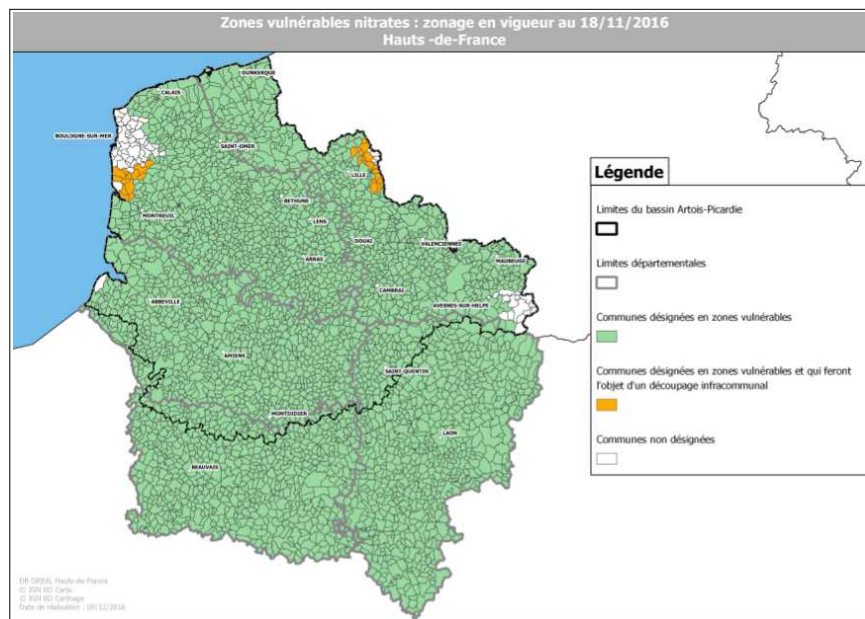
Enfin, cette pollution a un impact économique important, car les dépassements ou risques de dépassement de la valeur maximale, fixée à 50mg/l dans les eaux destinées à la consommation humaine, nécessitent de recourir à des traitements coûteux pour produire de l'eau potable, voire de fermer certains captages d'eau pour en forer d'autres.

## 2- La réglementation

La directive européenne du 12 décembre 1991, dite « directive nitrates » a pour objet la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Elle se traduit par la définition de zones vulnérables où sont imposés des programmes d'actions qui définissent des pratiques agricoles permettant de limiter le risque de pollution.

La région Hauts-de-France est concernée par deux bassins hydrographiques, les bassins Artois-Picardie et Seine-Normandie. Les arrêtés de délimitation des zones vulnérables en vigueur ont été signés par les Préfets Coordonnateurs de bassin Artois-Picardie (le 18 novembre 2016 et complété le 23 décembre 2016) et Seine-Normandie (le 13 mars 2015).

La carte ci-dessous présente le zonage régional actuel. La grande majorité du territoire régional est classé en « zone vulnérable ». Les exploitants agricoles situés dans ces zones doivent appliquer les mesures du programme d'actions « nitrates ».



programmes d'actions régionaux (PAR) qui viennent en préciser, renforcer ou compléter certaines mesures. Le PAN et le PAR constituent ainsi les cinquièmes programmes d'actions (2014-2018).

La région Hauts-de-France est issue de la fusion des régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie, le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est donc actuellement défini par deux arrêtés préfectoraux. La révision des programmes d'actions régionaux du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie doit être réalisée à l'échelle de la région Hauts-de-France et s'appliquera à compter de la campagne culturelle 2018/2019, conformément au Code de l'environnement qui prévoit leur réexamen et, le cas échéant, leur révision, tous les quatre ans. La législation prévoit également le respect du principe de non-régression : les mesures du programme d'actions révisé doivent garantir dans leur ensemble un niveau de protection de l'environnement au moins comparable à celui des programmes d'actions précédents. Le PAN modifié et les PAR révisés constitueront les sixièmes programmes d'actions.

### **3- Élaboration du programme d'actions régional Hauts-de-France**

Les principales étapes pour l'élaboration du projet d'arrêté établissant le PAR révisé ont été, conformément au code de l'environnement :

- **une phase de concertation**

Le groupe de concertation « nitrates », défini par arrêté interministériel du 23/10/2013, associe le préfet de région, les préfets départementaux, les services régionaux et départementaux de l'Etat, les Chambres d'Agriculture, les organisations professionnelles agricoles, les collectivités territoriales, les coopératives et négoce, les industries agro-alimentaires, les Agences de l'eau, les associations de protection de la nature et des consommateurs.

Le groupe de concertation s'est réuni une première fois le 11 juillet 2017. Il a fait l'objet d'une présentation des enjeux, du cadre réglementaire, du calendrier et de la méthode d'élaboration du PAR. Une adresse e-mail a été créée à l'issue de cette réunion afin de recueillir les contributions des différents membres.

Cette première phase de concertation a permis d'aboutir à un projet de PAR. L'enjeu est de préserver la qualité de la ressource en eau sans pénaliser l'élevage régional. De ces échanges est ressortie la nécessité de mettre en œuvre, en complément du volet réglementaire, un volet « accompagnement », projet partenarial co-élaboré et évolutif qui vise à accompagner les agriculteurs dans la mise en œuvre des mesures du programme d'actions nitrates et dans la fertilisation azotée.

Une seconde réunion du groupe de concertation s'est tenue le 6 décembre. Cette réunion a permis d'intégrer les différentes remarques dans le projet de PAR et aboutir à un projet finalisé qui a été soumis à l'avis de l'autorité environnementale et aux consultations institutionnelles.

- **une évaluation environnementale**

Conformément à l'article L122-6 du code de l'environnement, le PAR doit faire l'objet d'une évaluation environnementale et d'un avis de l'autorité environnementale, qui seront mis à la disposition du public.

Une évaluation environnementale a été réalisée par un bureau d'études indépendant. Cette évaluation est intégrée au processus d'élaboration du programme tout au long de son déroulement. Elle rend compte des effets prévisibles et permet d'analyser et de justifier les choix retenus au regard des enjeux environnementaux et de santé identifiés. C'est une aide à la décision pour les autorités compétentes et un document permettant d'éclairer le public sur les conséquences environnementales du programme d'actions.

L'évaluation des impacts sur l'environnement du programme est soumise à l'avis, rendu public, d'une « autorité compétente en matière d'environnement » : le conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

L'avis permet également de faciliter la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent, conformément à la charte de l'environnement. En effet, conformément au code de l'environnement, le programme d'actions régional est soumis à la participation du public.

Le CGEDD a rendu un avis délibéré sur la révision du programme d'action régional nitrates de la région Hauts-de-France le 16 mai 2018. cet avis est disponible avec le dossier consultable dans le cadre de la procédure de participation du public.

- **des consultations institutionnelles**

Le PAR doit également être soumis pour avis au Conseil Régional, à la Chambre Régionale d'Agriculture et aux Agences de l'Eau des bassins Artois-Picardie et Seine-Normandie. Il a également été transmis aux Etats Membres frontaliers.

- **une phase de finalisation et de communication**

Le PAR Hauts-de-France sera arrêté par le préfet de région en tenant compte du bilan des différentes concertations et consultations à l'issue de la phase d'information du public pour une mise en œuvre à compter de la campagne culturale 2018/2019. Une phase de communication sera lancée afin d'informer les exploitants agricoles des nouvelles dispositions durant l'été.

#### **4- Le programme d'actions régional**

L'objectif des mesures contenues dans le PAN et les PAR est de limiter les pollutions diffuses liées aux nitrates et ainsi avoir un impact positif sur la qualité de l'eau.

Pour cela, les trois grands principes de ces programmes d'actions sont :

- l'enregistrement des pratiques de fertilisation et une définition raisonnée de ces pratiques ;
- la limitation et l'optimisation des apports de fertilisants aux stricts besoins des cultures : « la bonne dose au bon moment » ;
- la limitation des fuites et des transferts d'azote par lixiviation vers les masses d'eau.

Le programme d'actions est composé de huit mesures. ***Le programme d'actions régional peut renforcer les mesures 1, 3, 7 et 8 du PAN en fonction des caractéristiques pédo-climatiques de la région. En outre, la mesure 7 doit être précisée dans le PAR.***

Conformément à la législation, l'élaboration du sixième PAR doit respecter le principe de non-regression, c'est-à-dire que les mesures du nouveau PAR doivent garantir dans leur ensemble un niveau de protection de l'environnement au moins comparable à celui des programmes d'actions précédents.

- **Mesure 1- les périodes minimales d'interdiction d'épandage :**

C'est un calendrier précisant, en fonction de l'occupation du sol, des types de fertilisants (fumiers, lisiers, engrais chimiques ...) et du risque de fuite d'azote, les périodes pendant lesquelles il est interdit d'épandre des fertilisants azotés.

Pour le programme régional, le calendrier a été établi selon le principe suivant :

- fertilisants de type I et II : le calendrier défini dans le PAN n'a pas été renforcé (sauf pour la vigne, le calendrier du PAR Picardie a été repris) ;
- fertilisants de type III : le calendrier a été renforcé mais reste adapté au contexte régional ;
- la définition des légumes a été précisée (les légumes de plein champ et les légumes cultivés en système maraîcher sont classés en fonction de leur date d'implantation).

- **Mesure 2- les prescriptions relatives au stockage des effluents d'élevage :**

Pendant les périodes d'interdiction d'épandage, les éleveurs doivent pouvoir stocker les effluents d'élevage (qui constituent des fertilisants naturels) dans des ouvrages étanches : fosses pour les effluents liquides (lisiers, eaux de lavage des bâtiments d'élevage, eaux de lavage des salles de traite...) et solides (litières sur lesquelles logent certains animaux, fumiers...). Cette mesure fixe les capacités minimales de stockage requises et les conditions qui s'y appliquent.

Il s'agit d'une mesure du PAN sans subsidiarité régionale.

- **Mesure 3- l'équilibre de la fertilisation azotée :**

Il s'agit d'un calcul *a priori* de la dose totale d'azote à apporter aux cultures, en se basant sur l'équilibre entre les besoins des cultures et les fournitures du sol. Ce calcul permet à l'exploitant de mieux prévoir et donc adapter sa fertilisation aux besoins des cultures et ainsi limiter les risques d'excès azotés.

Un référentiel permettant de calculer la dose prévisionnelle est élaborée à l'échelle de la région Hauts-de-

France par les membres du GREN, groupe régional d'expertise « nitrate ».

Face aux arguments d'inappropriation d'une obligation de pesée de l'épandeur et à la difficulté de mise en œuvre des analyses de composition azotée des effluents, cette disposition qui existait dans le PAR Nord-Pas-de-Calais, n'a pas été reprise dans le PAR Hauts-de-France. Mais il est proposé de l'intégrer dans le volet « accompagnement » pour établir des références locales et les diffuser auprès des agriculteurs qui pourront alors bénéficier d'un accompagnement plus adapté.

- **Mesure 4- le plan prévisionnel de fumure et le cahier d'épandage :**

Ce sont des outils qui aident l'agriculteur à mieux gérer sa fertilisation azotée. Il s'agit d'une mesure du PAN sans subsidiarité régionale.

- **Mesure 5- la limitation de la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandue annuellement par l'exploitation (plafond de 170 kgN/ha).**

La quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est inférieure ou égale à 170 kg d'azote. Il s'agit d'une mesure du PAN sans subsidiarité régionale.

- **Mesure 6- les conditions particulières d'épandage :**

Ces mesures limitent ou interdisent les épandages : le long des cours d'eau, sur les sols en pente, sur les sols détrempés, inondés, gelés ou enneigés. Il s'agit d'une mesure du PAN sans subsidiarité régionale.

- **Mesure 7- la couverture des sols pour limiter les fuites d'azote au cours des périodes pluvieuses :**

Cette mesure oblige l'implantation d'un couvert végétal, pendant la période d'interculture hivernale (soit la période comprise entre la récolte de la culture précédente et le semis de la culture suivante). En effet, cette période présente un risque d'entraînement de l'azote excédentaire particulièrement élevé si le sol est nu tout particulièrement en cas de pluie.

La couverture des sols est donc obligatoire en interculture longue. Toutefois, le PAR Hauts-de-France prévoit des dérogations à l'obligation d'implantation du couvert végétal intermédiaire dans les cas suivants :

- récolte de la culture précédente postérieure au 05 septembre ;
- taux d'argile supérieur à 28 %, afin de permettre le travail du sol nécessaire à l'automne. Ce travail doit en effet être réalisé tôt en automne afin de limiter le risque de compactage du sol et faciliter l'entrée dans les parcelles.
- en cas de technique de faux-semis sans destruction chimique mise en œuvre sur la parcelle afin de lutter contre les plantes nocives à la culture, le faux-semis est une pratique visant à diminuer le stock de graines d'adventices.

De plus, pour tous autres cas, des dérogations à l'obligation d'implantation d'une couverture des sols sont tolérées dans la limite de 5% des surfaces soumises à l'obligation d'une couverture. Un dépassement de ce taux pourra être accordé pour des cas particuliers.

Les couverts devront être maintenus pendant deux mois et ne pourront être détruits avant le 1<sup>er</sup> novembre.

En cas de montée à floraison ou à graines du couvert, et afin d'éviter toute propagation, une destruction anticipée pourra être réalisée (fauchage ou broyage des parties aériennes), à condition que ce couvert ait été implanté pendant au moins deux mois.

L'épandage de fertilisants sur ces couverts intermédiaires est autorisé uniquement sur des espèces à croissance rapide, afin d'éviter d'accroître les pertes d'azote.

Enfin, la couverture des sols est également obligatoire pendant les intercultures courtes, entre une culture de pois de conserve récoltée avant le 15 juillet et une culture semée à l'automne. Une CIPAN ou une culture dérobée devra être mise en place. Cette mesure permet de limiter les reliquats azotés importants après cette culture.

- **Mesure 8- la couverture végétale le long des cours d'eau :**

Cette mesure impose qu'une bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 5 mètres non fertilisée

soit mise en place et maintenue le long des cours d'eau et certaines sections de cours d'eau.

Cette mesure n'a pas été renforcée.

- **Mesure gestion adaptée des terres**

Le PAR précise également des exigences relatives à la gestion adaptée des terres, notamment les modalités de retournement des prairies.

Le retournement des prairies permanentes est interdit en zones humides, dans les périmètres de protection éloignée de captage, dans les aires d'alimentation de captage et sur les sols dont la pente est supérieure à 7%. Toutefois, un agriculteur peut bénéficier d'une autorisation individuelle de retournement d'une prairie permanente située dans une aire d'alimentation de captage ou sur un sol dont la pente est supérieure à 7% à condition de répondre à l'un des critères suivants :

- a) Être engagé dans la procédure "agriculteur en difficulté" ;
- b) Être un éleveur dont la surface en prairie permanente est strictement supérieure à 75 % de la surface agricole admissible de l'exploitation ;
- c) Être nouvel installé ;
- d) Être éleveur et établir une surface en prairie permanente au moins équivalente à la surface convertie dans la même aire d'alimentation de captage ou dans une zone en pente de plus de 7 %.

L'autorisation individuelle de retournement d'une prairie permanente est délivrée par la direction départementale des territoires (et de la mer) du département dans lequel se situe le siège de l'exploitation.

Ces mesures permettent une cohérence avec le dispositif « maintien des prairies permanentes » du paiement vert de la politique agricole commune.

- **Mesures complémentaires en Zones d'Action Renforcées (ZAR)**

Le PAR définit également des zones d'action renforcée (ZAR), dans lesquelles des mesures complémentaires sont mises en œuvre. Ces zones correspondent aux bassins d'alimentation de captages d'eau potable dont le seuil de nitrates de 50 mg/L est dépassé.

Les mesures complémentaires sont :

- trois analyses de sol du reliquat azoté doivent être réalisées chaque année en sortie d'hiver, pour chacune des trois principales cultures (hors prairies permanentes) dès lors qu'elles représentent chacune au moins 3 hectares (une dérogation peut être accordée lorsque l'exploitation compte moins de trois cultures en zone d'actions renforcées et dans ce cas, les mesures supplémentaires sont réalisées sur l'ensemble des cultures présentes).
- participer à une formation relative au raisonnement de la fertilisation azotée et à l'élaboration du plan prévisionnel de fumure, notamment les principes de protocole et d'interprétation des différents types de reliquats azotés (reliquat post-récolte, reliquats de début de drainage et reliquats de sortie d'hiver).
- à l'issue de cette formation, l'exploitant réalise trois analyses de reliquat azoté de début de drainage sur les mêmes parcelles que celles sur lesquelles sont effectuées les reliquats de sortie d'hiver afin de déterminer l'azote potentiellement lixiviable.
- la destruction chimique des CIPAN et des cultures dérobées est interdite (en cas d'infestation, une dérogation pourra être demandée auprès de la DDT(M) lorsque les techniques alternatives n'auront pas permis la maîtrise des plantes vivaces).

## **5- Le volet accompagnement**

Il s'agit d'un projet partenarial co-élaboré et évolutif venant en complément du volet réglementaire. L'objectif est d'accompagner les agriculteurs dans la mise en œuvre des mesures du programme d'actions « nitrates » et plus largement dans la bonne gestion de leur fertilisation azotée. Il permettra également de réaliser un suivi précis de la mise en œuvre du programme d'actions, ce qui permettra d'objectiver les débats lors de la prochaine révision du programme. Il traduit l'engagement de la profession agricole dans démarche de progrès partagée dans la gestion de l'azote, mais toutes les parties prenantes volontaires sont associées.

Ce volet en cours de finalisation se compose de trois axes stratégiques :

**axe 1 : diffusion et acquisition de références**

Il s'agit de valoriser ou établir des références régionales permettant de définir des systèmes avec une meilleure valorisation de l'azote, limitant les risques de reliquats azotés et la pression sur la ressource en eau. Ces références seront disponibles et exploitables facilement par les agriculteurs.

**axe 2 : essaimage des bonnes pratiques et soutien à l'innovation**

Il s'agit de diffuser les bonnes pratiques en s'appuyant sur des démarches « ascendantes », afin de garantir meilleure diffusion et une meilleure appropriation. Les soutiens et les moyens seront concentrés sur des actions avec des effets importants et mesurables.

**axe 3 : suivi des pratiques et évaluation des mesures**

Il s'agit de suivre la mise en œuvre du PAR réglementaire et de l'évolution des pratiques agricoles, pour comprendre les pratiques régionales afin d'identifier les leviers d'actions.

Ce document est joint aux documents de consultation ***pour information***.

## **5- La consultation du public**

Conformément au Code de l'environnement, le programme d'actions régional (PAR) en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est soumis à la participation du public.

La consultation du public porte uniquement sur le projet d'arrêté de programme d'actions régional « nitrates ». Elle est organisée **du 20 juin 2018 au 20 juillet 2018 inclus**.

Les documents mis à disposition du public, pour une meilleure compréhension des enjeux, des choix, des impacts et de l'élaboration du projet d'arrêté sont donc :

- La présente note de présentation du public – pour information
- Le projet d'arrêté établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en Hauts-de-France – pour consultation
- Le rapport d'évaluation environnementale du programme d'actions régional « nitrates » de la région Hauts-de-France et le résumé non technique – pour information
- L'avis de l'autorité environnementale – pour information
- Le tableau de synthèse du projet « Volet accompagnement » – pour information
- La carte du zonage « Zones vulnérables » des bassins Artois-Picardie et Seine-Normandie et la note de synthèse sur la révision du zonage Artois-Picardie de 2016 – pour information
- Les PAR Nord-Pas-de-Calais et Picardie actuellement en vigueur – pour information

L'ensemble des documents mis à disposition sont consultables sous format électronique sur les sites de la DREAL, de la DRAAF et de la Préfecture de région des Hauts-de-France.

Les remarques sur le projet de programme d'actions « nitrates » peuvent être transmises avant le 20 juillet 2018 :

- par voie électronique envoyé à l'adresse :

[prog-actions-nitratesdreal-hauts-de-france.ppge.sen.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:prog-actions-nitratesdreal-hauts-de-france.ppge.sen.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

- par voie postale par courrier adressé à :

DREAL Hauts-de-France  
Service Eau et Nature  
Consultation PAR Nitrates  
56, rue Jules Barni  
80 000 AMIENS